

Un double monstrueux : la culture criminelle en Russie post-soviétique

Anton Oleinik

Le double monstrueux se substitue à tout ce que chacun désire à la fois absorber et détruire, incarner et expulser [1].

Durant les années 1990, la référence à la criminalité organisée a marqué le discours politique russe, ainsi que les discours internationaux sur la Russie. Les hommes politiques russes et occidentaux l'ont présentée comme l'un des obstacles majeurs sur la voie des réformes démocratiques et marchandes. L'emploi d'un raccourci englobant – la Mafia ou la Mafia rouge (ce dernier étant surtout utilisé dans le discours international) – a facilité la conclusion d'un accord implicite sur la nature de l'ennemi. Historiquement enraciné dans la culture populaire sicilienne du XVIII^e siècle, le terme de Mafia a aujourd'hui pénétré la langue russe. S'agit-il d'une simple greffe linguistique ou bien d'un emploi justifié par l'existence en Russie d'une structure sociale comparable à celle qui a pu être observée en Sicile ? Pour qu'il soit question de greffe, il faudrait que l'aspect structurel de la Mafia soit mis en avant. « La Mafia est une organisation criminelle clandestine, qui relève de la catégorie de la criminalité organisée et qui se caractérise par des liens de corruption et des activités liées à l'économie criminelle » [2]. Or, il n'existe à notre connaissance aucune preuve de l'existence en Russie d'un homologue de la commission inter provinciale (coupole) ou de structures comparables aux familles mafieuses (coscà). En revanche, la priorité accordée à un type particulier de comportement ou de système de valeurs, présents dans la définition de la Mafia, est susceptible d'autoriser une analyse comparative. « La Mafia est un comportement et un pouvoir, pas une organisation formelle » [3]. Une lecture sociologique de la criminalité organisée, à la différence d'une approche criminologique, demande de s'intéresser aux particularités de l'organisation mafieuse de la vie quotidienne. Nous entendons par organisation mafieuse un ensemble de relations sociales dotées d'un caractère purement informel, local, personnalisé, hostile et violent à l'égard des personnes extérieures, les autres. Bien que plusieurs structures sociales correspondent à cette définition, notre analyse [4] sera principalement consacrée aux fondements sociaux de l'organisation mafieuse, et non à ses formes et à ses structures apparentes. L'évolution de la législation pénale italienne montre comment sont pris en compte les comportements singuliers et les normes spécifiques qui caractérisent les mafias. L'article 416 du Code

Pénal de la République Italienne indique en particulier que la responsabilité pour appartenance à une association de type mafieux est définie par l'assujettissement à certaines normes. Bien qu'aucun « code » de la Mafia ne revête une forme écrite, plusieurs recherches soulignent l'existence d'un corps normatif qui guide le comportement quotidien des mafiosi. La loi du silence (omertà), l'interdiction de tout contact avec les services de sécurité de l'Etat, la force de l'engagement verbal chez les hommes d'honneur représentent les éléments principaux de ce « code » [5]. Dans cette perspective, c'est un espace normatif commun qui relie les différents éléments de l'activité criminelle et qui produit le phénomène de la criminalité organisée. En conséquence, afin de comprendre la nature de la « Mafia rouge », une analyse sociologique susceptible de montrer la présence ou l'absence dans la criminalité organisée russe de normes comparables à celles de la Mafia originale s'impose nécessairement. Toute analyse sociologique de la criminalité organisée est limitée par les sources accessibles au chercheur engagé dans un tel projet. Le savoir sociologique sur la nature de la Mafia italienne s'appuie sur des sources officielles (des dossiers judiciaires), notamment sur des témoignages de repentis, comme celui de Buscetta [6]. A la différence de l'Italie, les enquêtes officielles sur la criminalité organisée en Russie n'ont pas été inscrites dans un programme politique clairement défini et leur accès demeure interdit aux chercheurs. Par conséquent, la connaissance de la nature sociologique de la criminalité organisée russe doit s'appuyer sur d'autres sources et méthodes. Tableau n° 1 : évolution de la part des récidivistes parmi les personnes condamnées en Russie de 1992 à 1998 [7].

L'étude de la culture carcérale, c'est-à-dire de l'ensemble des normes et valeurs qui structurent les relations dans le milieu carcéral, représente un itinéraire indirect permettant d'atteindre cet objectif. L'évolution historique de la criminalité organisée justifie ce choix. Comme le laissent supposer les études historiques sur la camorra napolitaine (homologue de la Mafia), cette dernière « a été créée dans l'intérêt des prisonniers et pour leur défense » [8]. De même, les criminologues russes considèrent que la culture prisonnière qui s'est formée dans les camps staliniens des années 1930 représente l'une des sources majeures de la criminalité organisée actuelle [9]. Dans ce contexte, le titre choisi par l'un des pionniers du business russe pour son récent ouvrage sur l'actualité économique, « Bolchaïa païka » (expression qui désigne une grande portion journalière de pain distribuée aux détenus des camps staliniens), est fort emblématique [10]. Bien qu'aujourd'hui, la part de la population carcérale dans la population totale de la Fédération de Russie soit sans

commune mesure avec celle de l'époque de Staline (0,6%, soit 90 000 détenus en 1998, contre 8-10% en 1937-1953), nous souhaitons vérifier l'hypothèse selon laquelle l'impact de la culture prisonnière sur la criminalité organisée et la société russe en général reste déterminant. Il existe deux types de liens, directs et indirects, entre le monde carcéral et le milieu criminel hors de prison. En ce qui concerne les liens directs, la figure d'un surveillant informel, le smotriachtchii, sur laquelle nous reviendrons, s'observe à la fois dans le milieu carcéral et dans le secteur criminel de l'économie russe. Chaque ville plus ou moins importante et chaque quartier des grandes villes possède son smotriachtchii, généralement doté d'une longue expérience carcérale. Le maintien de l'ordre informel dans la prison et dans les milieux proches de la criminalité économique se base en conséquence sur la même institution. Le niveau élevé de récidive en Russie (voir tableau n° 1) et le principe d'application territoriale de la peine (le condamné est habituellement incarcéré dans la région où il a commis le délit) renforcent les liens entre le monde criminel et le monde carcéral. Quant aux liens indirects, la culture carcérale, née en prison, imprègne les organisations criminelles et la société post-soviétique dans son ensemble. Les récits ou les chansons dites blatnye, c'est-à-dire propres à la culture carcérale, sont aujourd'hui très populaires en Russie. Un panorama de la musique pop russe qui négligerait le groupe Lesopoval, les chanteurs Kroug ou Kemerovski, et bien d'autres encore, serait incomplet [11]. L'analyse sociologique de la criminalité organisée implique l'utilisation de sources d'information auxquelles la criminologie traditionnelle recourt rarement – les enquêtes de terrain et en particulier les entretiens. De l'automne 1996 au printemps 1999, nous avons réalisé 29 entretiens structurés avec des détenus [12] et adressé un questionnaire [13] à un échantillon de 541 détenus dans 13 établissements pénitentiaires, situés dans cinq régions (oblast) de la Fédération de Russie : Arkhangelsk, Yaroslavl, Kostroma, Vladimir et Toula. La qualité de l'information recueillie a principalement dépendu de deux facteurs : la manière dont les questions ont été posées et le degré de confiance liant l'enquêteur à la personne interrogée. Nous n'avons jamais posé de questions directes portant sur des faits ou des individus précis. Ce sont les normes utilisées pour organiser le vie quotidienne en détention qui constituaient l'objet de notre investigation. Quant au problème de la confiance, l'enquêteur a réalisé la totalité des entretiens en se présentant comme une personne extérieure à l'administration pénitentiaire, comme un universitaire. Il a ainsi pu se démarquer des interlocuteurs habituels des détenus, qui, selon ces derniers, ne veulent jamais les écouter, ni les traiter sur un pied d'égalité. « On veut une communication humaine, fondée sur la volonté de nous

comprendre » (#3) [14]. En dehors des surveillants, la seule personne autorisée à parler avec les détenus est le psychologue (1 à 2 psychologues pour 1000 à 2000 détenus). Mais, en tant qu'agent de l'administration pénitentiaire, il porte le même uniforme que les surveillants, ce qui augmente sa distance par rapport à la population carcérale. En outre, afin d'étudier le lien entre le monde carcéral et l'économie criminelle russe, nous exploitons non seulement les résultats de nos entretiens avec les détenus, mais aussi les résultats d'une série de 31 entretiens structurés avec des entrepreneurs russes (dont 9 responsables de banques) réalisés en novembre 1998 – juillet 1999 [15]. Les entretiens et le questionnaire nous ont aidés à vérifier les hypothèses suivantes. La première hypothèse implique de caractériser la société carcérale comme une « petite » société. On entend par « petite » société une organisation sociale non institutionnalisée, caractérisée par l'absence de médiation entre l'autorité légale et la vie quotidienne des gens ordinaires et par l'absence de représentation politique des intérêts individuels. Il s'agit en conséquence d'une société non démocratique, dont la modernisation est inachevée, ce qui justifie l'emploi du terme latin *pittittus* (jeune, celui qui est moins âgé que les autres). L'expression de « petite » société, souligne le caractère local, non institutionnalisé et informel de l'organisation sociale. Elle implique les sous-hypothèses suivantes : * Il n'existe pas de sphères d'activité différenciées dans le milieu carcéral alors que « la différenciation fonctionnelle des sous-systèmes, en particulier la séparation de la politique et de la religion ou de l'économie et de la politique, la formation d'un univers de la science, de l'art, de la vie privée, sont bien des conditions de modernisation » [16]. L'absence de frontière entre vie privée et vie publique en détention présente un intérêt particulier. Contrairement au système de détention cellulaire [17], le système pénitentiaire russe implique la détention en commun, dans de grandes baraques où vivent quelques dizaines, voire des centaines de personnes. Dans ces conditions, les codétenus sont contraints de partager tous les moments de leur vie quotidienne, y compris les plus intimes. * Toutes les relations dans le milieu carcéral sont personnalisées et peuvent, à ce titre, être qualifiées de traditionnelles. C'est en effet dans un système traditionnel de relations que « la grandeur des gens dépend de leur position hiérarchique dans une chaîne de dépendances personnelles » [18]. Les relations personnalisées expliquent le rôle central des structures quasi-familiales dans la vie quotidienne en détention. * Les relations avec les autres se construisent en fonction de leur appartenance ou non au groupe des siens. Autrement dit, il existe deux types de normes – celles qui guident les relations avec les siens et celles qui guident les relations avec les autres. L'hypothèse de

la dualité des normes nous renvoie à la distinction entre Nous et Eux caractéristique d'une société traditionnelle, où « la plupart des groupes sociaux doivent l'essentiel de leur cohésion à leur pouvoir d'exclusion, c'est-à-dire au sentiment de différence attaché à ceux qui ne sont pas "nous" » [19]. Cependant la distinction Nous – Eux ne suffit pas pour décrire la dualité des normes en milieu carcéral. En effet, l'appartenance à tel ou tel groupe n'est pas donnée et imposée au détenu, mais représente dans une certaine mesure le produit d'un choix, d'un « projet » [20] de vie en détention. « Chaque nouveau venu fait d'abord connaissance avec la vie qui est menée ici. On lui explique, on l'introduit dans cette vie. 'As-tu tout compris ?', 'Ceci est autorisé, cela est interdit...' , 'Veux-tu vivre de telle manière ? D'accord...' , 'Estimes-tu que tu es capable de vivre autrement ? Es-tu sûr de tes forces ? Essaie autrement...' . On laisse vivre les gens » (#18). * La violence institutionnalisée (les infractions à l'ordre sanctionnées par les surveillants) ne représente qu'une facette de la violence en prison, qui se manifeste également dans les relations entre détenus et entre les différents groupes de détenus, selon la logique de la « victime de rechange » : « à la créature qui excitait sa fureur, [la violence inassouvie] en substitue soudain une autre qui n'a aucun titre particulier à s'attirer les foudres du violent, sinon qu'elle est vulnérable et qu'elle est à sa portée » [21]. La recherche d'une victime de rechange, susceptible d'être sacrifiée, est propre aux sociétés non civilisées ; le passage à une société civilisée s'effectue, dans notre perspective, par la substitution de la violence institutionnalisée à la violence « de rechange ». Selon la deuxième hypothèse, nous supposons que l'organisation de la vie quotidienne d'un homme « post-soviétique » ordinaire peut être décrite à l'aide des mêmes repères normatifs que celle d'un prisonnier : la non différenciation des sphères, la personnalisation des relations, la dualité des normes et la recherche d'une victime de rechange. L'importance du coefficient de perméabilité, c'est-à-dire, selon Erving Goffman, « la faculté selon laquelle les normes propres à l'institution et les normes du milieu environnant sont susceptibles d'interférer pour réduire l'opposition entre les deux milieux » [22], est remarquable dans le cas du système pénitentiaire russe et de la société qui l'enveloppe. La troisième hypothèse souligne la similitude des modes de résolution des conflits entre les détenus et entre les hommes d'affaires russes [23]. Autrement dit, nous voulons souligner le rôle que la justice informelle, née dans le milieu carcéral, joue dans la construction du marché en Russie. La portée de la justice informelle représentée par la figure du smotriachtchii dépasse largement les murailles de la prison post-soviétique. Nous essayons ensuite d'expliquer la perméabilité du monde carcéral et du monde post-soviétique par notre quatrième

hypothèse : c'est la nature particulière de l'autorité légale qui relie la société carcérale et la société russe. Selon la définition usuelle, l'autorité d'un individu (ou d'une institution) sur les autres se traduit par le droit de contrôler leurs actions. Le concept d'autorité n'équivaut pas à l'imposition d'une volonté ou à un pouvoir arbitraire. L'autorité a un caractère volontaire « si l'individu garde le contrôle sur une sphère de sa propre activité et le droit de confier l'exercice de ce contrôle à quelqu'un d'autre » [24]. En d'autres termes, l'individu se soumet volontairement à l'autorité à condition qu'il ne soit pas capable de mieux réaliser ses intérêts en conservant le contrôle de son activité et que la portée de l'autorité soit bien limitée. James Coleman appelle ce type d'autorité conjoint, à la différence de l'autorité disjointe dont la seule raison d'être est la compensation que l'individu reçoit pour le transfert du droit de contrôle de ses actions [25]. Enfin, un troisième type d'autorité, l'autorité imposée par la coercition, apparaît lorsque toute indemnisation est refusée à l'individu. Qu'il soit question d'autorité disjointe ou d'autorité imposée, les intérêts des détenteurs de l'autorité ne coïncident pas avec ceux des individus censément soumis à leurs ordres. Cette disjonction rend la vie officieuse florissante. « Le système social de la prison ressemble beaucoup au Gebeitsverband, le groupe territorial qui vit sous l'autorité imposée par un petit groupe régissant. La reconnaissance de la légitimité de ce groupe ne s'accompagne pas d'une obligation intériorisée de se soumettre à son autorité » [26]. Ceci inscrit la société prisonnière et la société de type soviétique sur la liste des systèmes sociaux gouvernés soit par une autorité étrangère, soit par une autorité autochtone dont les liens avec la population sont quasi inexistantes et/ou brisés. « Dans les pays où la Loi est imposée de l'extérieur, les gens se sentent privés de leur représentation dans le processus législatif » [27]. La citoyenneté, élément clé de la démocratie, c'est-à-dire « le droit de participer, directement ou indirectement, à la gestion de la société » [28], n'a pas de place dans de tels systèmes sociaux. Nous posons que le caractère disjoint de l'autorité légale représente le principal élément de similitude entre l'organisation du monde carcéral et celle du monde post-soviétique. Il importe de noter que la société soviétique et la société russe actuelle correspondent au même type d'autorité légale. Le modèle de l'Etat totalitaire, qui n'existe plus en Russie, n'est qu'une forme d'Etat disjoint parmi d'autres. Ceci justifie le recours actif à l'adjectif « post-soviétique » dans notre analyse. Dans le cadre de cette analyse, nous rapprochons consciemment les périodes soviétique et post-soviétique en soulignant leurs traits communs. L'analyse du système pénitentiaire russe illustre l'idée de Goffman selon laquelle « les institutions totalitaires brisent les frontières qui séparent les différents champs d'activité » [29]. Malgré

quelques signes d'évolution, l'espace privé reste presque totalement absent dans les prisons russes. Durant les années 1930-1950, les détenus étaient même privés de place personnelle pour dormir, et les nary (l'analogue des taulas, grands lits sans dispositifs de séparation) pour 30 à 60 personnes leur servaient de lits. Les lits personnels ne sont apparus qu'au début des années 1960, avec l'entrée en vigueur d'un nouveau Code d'application des peines. Aujourd'hui le règlement interne des établissements pénitentiaires interdit aux détenus d'installer des rideaux sur leurs lits, d'organiser des sections dans les grands dortoirs, voire d'aménager leur espace de vie en disposant des photos, des reproductions ou des cartes postales sur leur lit ou sur leur table de nuit. Ces interdictions sont très mal supportées par les détenus et causent de nombreux conflits avec les surveillants : « Ils [les surveillants] ont cassé la dernière cloison [dans le dortoir]. On arrive après le travail, on a envie de se reposer, alors que les voisins, eux, aiment écouter de la musique... Tout être humain a besoin d'un coin pour soi » (#1). « Se couvrir les yeux d'une serviette et ne pas bouger de son lit représente parfois le seul moyen de rester seul » (#13,19). L'absence d'espace privé protégé entraîne une situation de surveillance totale. Non seulement les agents de l'administration pénitentiaire assurent la surveillance des détenus, mais ces derniers se contrôlent mutuellement. « Chaque détenu est soumis à un double contrôle, de la part des surveillants et de la part de ses codétenus » [30]. « Le système fonctionne sur la base de la dénonciation... On se surveille, on se dénonce, on s'observe... » (#23). Même le nom donné au détenu qui détient l'autorité informelle dans la prison, le smotriachtchii (c'est-à-dire celui qui regarde, observe), évoque la surveillance mutuelle et l'absence de frontière public/privé. Les smotriachtchie existent à tous les niveaux du système pénitentiaire : dans chaque cellule d'une maison d'arrêt (6-80 personnes), dans chaque détachement (40-100 détenus), dans chaque baraque (80-300 détenus), dans chaque colonie pénitentiaire (800-2000 détenus). Le non-respect du droit de l'individu à un espace privé se traduit ainsi par l'existence d'une protection « non seulement contre l'Etat, mais aussi contre le groupe primaire auquel l'individu appartient » [31]. Trois aspects des relations personnalisées doivent être particulièrement considérés dans le contexte étudié : la connaissance personnelle comme fondement de toute relation sociale, la construction par le détenu (volontairement ou non) d'une réputation qui le suivra en détention dans n'importe quelle prison russe, le rôle majeur que joue la « famille » des détenus (kentovka) dans l'organisation de la vie quotidienne en détention. En milieu carcéral, la connaissance personnelle sert de garantie presque unique pour interpréter correctement les intentions et les actions d'autrui. « Plus tu

passes de temps en détention, plus tu apprends à découvrir la vraie nature de l'autre, une demi-heure ou une heure après avoir fait sa connaissance » (#3). « Quand un nouveau apparaît à la porte de la cellule, je parviens sans me tromper à connaître son caractère : voilà une personne cruelle..., j'évalue son degré d'honnêteté » (#23). La connaissance personnelle se substitue aux autres modes d'interprétation (les engagements contractuels ou civiques, la position institutionnelle). La réduction des liens sociaux aux relations personnalisés est illustrée par les réponses que les détenus donnent à la question « Qu'entendez-vous par solidarité ? » : 34,7% des détenus interrogés comprennent ce terme comme « la capacité d'aider un proche », 31,6% l'associent à la réciprocité et à l'échange de services et seulement 22,7% y voient « la capacité d'apporter son soutien à des revendications justes, quelle que soit leur origine ». La construction d'une réputation représente une manière de généraliser les relations personnalisées qui existent au niveau local. Cette réputation donne à chaque nouvel interlocuteur du détenu des informations sur les intentions et les actions éventuelles de ce dernier. Il est impossible de se débarrasser d'une réputation acquise, surtout si elle est négative (liée à des dénonciations ou à des vols commis sur le lieu de détention...). « La vraie réputation d'un détenu peut durer 10-15 ans, et il ne peut rien faire. Il sera traité comme il le mérite » (#3). La réputation fixe l'appartenance du détenu à telle ou telle catégorie informelle. Sans entrer dans le détail, nous pouvons mentionner l'existence des catégories suivantes : les blatnye (porteurs des valeurs de la culture carcérale comme alternative au mode de vie imposé par l'administration pénitentiaire, ils font autorité dans le milieu carcéral et occupent souvent la position de smotriachtchie), les moujiki (les « hommes » voient dans le travail la solution de leurs problèmes en détention et se tiennent à distance de l'administration sans trop se rapprocher des blatnye), les kozly (les « boucs » comptent sur le soutien de l'administration dans leur vie carcérale et, à ce titre, se voient reprocher par les autres détenus les dénonciations), les petoukhi (les « coqs » sont des détenus convertis par la force en homosexuels passifs, à titre de sanction pour des crimes commis contre la communauté carcérale). « Il y avait un détenu qui s'est présenté à son arrivée comme moujik. Mais on a découvert qu'il y a 15 ans il était petoukh. – Quelqu'un d'autre l'a reconnu ? – Oui, on l'a reconnu... On n'échappe jamais à ça » (#22). Selon notre enquête, 55% des personnes interrogées vivent dans des « familles » composées de 2 ou 3 codétenus qui partagent leurs stocks de denrées alimentaires, de tabac, de thé. Plusieurs observateurs ont évoqué la création par les détenus de fonds communs de produits, et ont souligné l'existence de formes d'aide mutuelle basée sur la

réciprocité [32]. La kentovka, sans se réduire à un mode de gestion en commun des ressources matérielles, permet aux détenus de développer des relations de confiance. La composition de la kentovka obéit aux considérations suivantes : ce sont des « gens en qui [ils ont] confiance » pour 52,3% des détenus interrogés, des personnes « originaires de la même région [qu'eux] » pour 27%, des « gens avec qui [ils] partagent la même vision du monde » pour 25% [33]. Confiance et partage d'un repas sont étroitement liés dans la vie carcérale. « Je ne prendrais jamais le thé avec quelqu'un que je ne connais pas » (#22). L'expression « manger du pain avec quelqu'un » signifie également lui faire confiance. En d'autres termes, la confiance fonde la construction d'un milieu micro-social par les détenus. La question de la confiance permet de réfléchir au problème de la dualité des normes qui constituent la culture criminelle. En règle générale, on ne fait pas confiance aux codétenus. Seuls 15% des détenus interrogés pensent qu'on « peut faire confiance aux gens » et, parmi eux, seuls 12,6% font confiance à leurs codétenus. La méfiance à l'égard des autres coexiste avec la confiance comme ciment des relations au sein de la kentovka. On fait toujours confiance à ceux qu'on connaît personnellement, aux siens, tout en conservant une méfiance absolue à l'égard des autres. « Face aux autres, la première réaction n'est pas la crainte, mais la méfiance. On ne leur fait jamais confiance, même lorsqu'ils se montrent avenants ou bien disposés » [34]. Selon quels critères les détenus organisent-ils le monde social en deux pôles, celui des leurs et celui des autres ? Les réponses à la question directe « Qui peut devenir l'un des vôtres ? » ne livrent guère d'enseignements. 35,6% des personnes interrogées affirment ne pas faire de différence entre les leurs et les autres, 32,3% identifient les leurs au sein de leurs proches, 19,4% considèrent qu'une vision commune du monde unit les leurs. D'un autre côté, les entretiens soulignent les frontières suivantes entre les siens et les autres. Premièrement, le fait de connaître personnellement quelqu'un est une condition nécessaire mais insuffisante pour l'admettre parmi les siens (seuls 0,4% des détenus interrogés peuvent percevoir comme l'un des leurs une personne recommandée par quelqu'un d'autre) – les gens qu'on ne connaît pas personnellement sont automatiquement considérés comme autres. Deuxièmement, les gens extérieurs à la société carcérale (l'administration pénitentiaire, ceux qui n'ont jamais eu d'expérience de détention) et les détenus appartenant aux autres catégories que la « sienne » sont toujours considérés comme étrangers, autres. « Avant, les braqueurs n'étaient pas respectés [dans le milieu carcéral] car un braqueur ne demande pas à la victime qu'il dévalise qui elle est. Or cette victime vient peut-être de sortir de prison ou a éventuellement passé toute sa vie en

détention. Moi, je ne me permettrais jamais de le faire » (#3). L'incapacité de choisir sa victime est surtout reprochée aux voyous, « qui manquent de principes et qui frappent sans avoir réfléchi » (#18). Connaître « sa place » dans la hiérarchie interne de la prison, intérioriser le comportement social conforme à son statut est capital pour le maintien de l'ordre dans la société carcérale. « Ici, chacun a son niveau de vie » (#1). « Il [le détenu] sait bien à qui, où et comment parler » (#16). « Il est préférable d'être incarcéré dans un endroit où chacun connaît sa place [il s'agit des pénitenciers de haute sécurité]... Là où les gens comprennent ce qui est autorisé et ce qui est interdit » (#18). L'idée selon laquelle il faut bien savoir choisir sa victime domine le discours des détenus sur les différences qui existent entre les groupes auxquels ils appartiennent. Habituellement, la violence cible les petoukhi, ces parias du monde carcéral. « Aujourd'hui on ne peut plus les frapper sans raison, alors qu'avant ils ne pouvaient même pas croiser un regard. Ils étaient obligés de céder le passage aux autres détenus » (#16). Aussi, les petoukhi se transforment-ils souvent en victimes de rechange. La vie quotidienne en détention entraîne une violence permanente : les petits conflits, les bousculades risquent toujours de se transformer en bagarres. Dans un monde dual, privé d'espace normatif unifié et accepté par tous, la résolution du moindre conflit devient problématique. « Les querelles surgissent pour rien, les injures prennent tout de suite des formes extrêmes et les couteaux sont rapidement sortis » [35]. Le manque de repères communs empêche les gens impliqués de canaliser la conflictualité de manière positive. Mentionnons un terme d'argot carcéral qui décrit un espace normatif déchiré : bespredel (sans limites). « La violence est une action, [...] traduction d'une conflictualité qui ne trouve pas d'autres canaux pour s'exprimer, pas de modalités de traitement politique des aspirations qu'elle met en forme, et qui prennent l'allure d'une subjectivité frustrée ou interdite d'expression » [36]. La recherche d'une victime de rechange ne permet pas de résoudre le problème de la violence, mais elle aide à la canaliser et à la maîtriser d'une manière que nous qualifions de non civilisée. Les développements récents de la culture carcérale (à partir de la deuxième moitié des années 1980), en particulier l'apparition de la figure du smotriachtchii, illustrent une tendance à une gestion plus civilisée de la violence. Le smotriachtchii dispose de fonctions étendues qui l'impliquent notamment dans le maintien de l'ordre. « C'est lui qui est responsable de l'ordre dans la colonie, il doit faire en sorte que tout le monde y vive normalement, qu'il n'y ait pas d'incidents... » (#24). Cette tâche inclut la gestion du fond commun (obchtchak), destiné à aider les détenus en situation difficile (placés dans les quartiers de haute sécurité ou dans les quartiers disciplinaires,

provisoirement sans ressources, etc.), ainsi que l'arbitrage des conflits entre détenus. « Avant, quand on découvrait un 'rat' (un voleur), tout le détachement le frappait. Aujourd'hui, le smotriachtchii lui explique sa faute, et donne éventuellement son accord pour qu'il soit frappé » (#16). En rendant la justice, le smotriachtchii essaye de dépasser la dualité des normes traditionnelles et se réfère davantage au sens commun. « Le sens commun [lioudskoe] est toujours présent. On est tous des êtres humains. Si l'on se référait à chaque fois aux poniatie [normes traditionnelles de la vie en détention], on finirait par verser le sang en permanence. Chaque question serait exacerbée. Le sens commun permet d'en sortir » (#1). « Si le smotriachtchii maintient l'ordre et juge quelqu'un sur ses actes, et non sur sa personnalité, je lui accorde mon soutien » (#4). Bien que la transformation du smotriachtchii en juge impartial soit loin d'être achevée, elle représente un pas important vers la modernisation de la société carcérale. Malgré l'importance persistante des relations personnalisées (« La nature des relations est déterminée par la personnalité du smotriachtchii », #25), le smotriachtchii tend à devenir une institution impersonnelle. Si 51% des personnes interrogées ne sont pas prêtes à maintenir des relations avec une personne utile, mais déplaisante, elles sont moins nombreuses (45%) à refuser de se soumettre aux décisions d'un smotriachtchii déplaisant. La violence institutionnalisée semble se substituer progressivement à la violence canalisée. Notre deuxième hypothèse, rappelons-le, pose qu'il est possible de décrire la société soviétique dans les mêmes termes que la société carcérale. Faute de sources sociologiques fiables à propos de l'époque soviétique, nous nous bornons à celles qui sont apparues à la fin des années 1980 et au début des années 1990. En ce qui concerne la frontière public/privé, la conception d'un habitat collectif, qui dominait dans les années 1930-50 (kommounalki), excluait la construction par l'homme soviétique d'un espace privé, y compris chez lui. Dans ce type d'habitat, les colocataires étaient obligés de partager la cuisine, la salle de bain, les toilettes, le couloir. Il était courant de voir plusieurs familles habiter dans le même appartement. Même lors de la construction massive de logements durant les années 1960, qui permit à la plupart des familles d'accéder à un appartement séparé, le couloir comme élément clé du logement restait étranger à la conception soviétique de l'habitat (khrouchtchevki) [37]. Bien que la protection de l'espace privé de ses proches (voire des siens) ait été une valeur reconnue dans la société soviétique [38], elle n'existait pas toujours dans la pratique. Il était encore plus difficile de protéger la sphère privée sur le lieu de travail. Dans deux types idéaux de la collectivité de travail soviétique – le kolkhoze et la charachka – « des sphères aussi différentes dans les sociétés développées contemporaines que

l'étatique, le public et le privé, le travail et le temps libre, la conduite officielle et informelle, s'interpénètrent et ne peuvent être isolées qu'analytiquement » [39]. La promotion de la famille dans la vie sociale soviétique a commencé après la mort de Staline. Pour Vladimir Shlapentokh, ce processus s'apparente à une « privatisation de la société soviétique », c'est-à-dire à « l'expansion d'institutions complètement privées – la famille, les amis – dans la vie quotidienne soviétique, et d'institutions moins acceptées comme les 'amis des amis' et les amants » [40]. La portée des relations personnalisées ne se limitait pas à la sphère privée. Au contraire, on observait non seulement l'intervention du public dans le privé, mais aussi un mouvement dans l'autre sens. Dans une situation de pénurie, la connaissance personnelle est devenue l'un des critères majeurs pour la distribution des biens et des services. Ce phénomène, le blat, peut être considéré comme « l'utilisation de contacts et de relations personnelles afin d'obtenir des biens et des services déficitaires en contournant la procédure formelle » [41]. Une enquête réalisée au début des années 1990 a montré que 35% des familles russes recouraient régulièrement au blat dans leur vie quotidienne [42]. Les relations entre les entreprises d'Etat étaient également caractérisées par un élément non négligeable de personnalisation. Les tâches assignées à l'entreprise par un organisme planificateur dépendaient en grande partie du marchandage implicite entre leurs représentants. La réalisation de ces tâches impliquait nécessairement que des relations privilégiées soient établies avec les fournisseurs. Au sein de chaque entreprise existait un tolkatch, c'est-à-dire une personne chargée d'entretenir de « bonnes » relations avec les fournisseurs [43]. Aussi, « le socialisme a-t-il produit au sein de la structure industrielle des réseaux de rapports sociaux de réciprocité et de liens associatifs » [44]. Notons d'ailleurs que les réformes marchandes du début des années 1990 ont rendu les relations personnalisées vitales pour la survie des entreprises russes. Seule la réputation personnelle du directeur garantissait à cette époque que l'entreprise remplirait ses obligations contractuelles. « En s'appuyant sur les contacts hérités de l'ancien système, l'entreprise doit respecter les normes éthiques spécifiques en vigueur au sein du milieu traditionnel des directeurs » [45]. La comparaison entre la société carcérale et la société de type soviétique doit prendre en compte les éléments suivants. Dans les deux cas, la frontière public/privé reste poreuse car l'administration (l'Etat) peut facilement contrôler la vie privée, et car, symétriquement, les relations privées se substituent aux relations publiques. L'une de nos enquêtes révèle un contraste saisissant entre l'importance accordée par les individus au rôle de l'Etat dans la protection de leur sphère privée et la faiblesse de cette prérogative

dans la pratique. D'un côté, le droit à l'inviolabilité et à la sécurité de la personne, à la propriété privée et au respect de la vie privée est considéré comme un droit fondamental auquel aspirent les personnes interrogées pour leur famille. De l'autre, le droit à la protection de la sphère privée est reconnu comme l'un des droits les moins protégés par l'Etat (voir le tableau ci-dessous, qui présente les réponses à la question « Selon vous, quels sont les droits les moins protégés par l'Etat dans la vie quotidienne de votre famille ? » [46]).

Le droit à la sécurité sociale 45% Le droit à l'inviolabilité et à la sécurité de la personne 38% Le droit à la protection égale par la Loi 38% Le droit de choisir son emploi 37% Le droit au travail 34% Le droit à l'inviolabilité de la propriété privée 28% Le droit à l'éducation 27% Le droit au respect de la vie privée 14% Le droit de choisir sa religion 4%

[Lire la suite](#)

[1] Girard R., *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972, p. 230.

[2] Ovtchinski V., Ovtchinski S., *Borba s Mafiei v Rossii. Posobie v voprosakh i otvetakh dlia sotroudnikov organov vnoutrennikh del* (La lutte contre la mafia en Russie. Questions et réponses pour les agents des services de sécurité), Moscou, MVD RF, 1992, p. 8.

[3] Arlacchi P., *Mafia et compagnies. L'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, Grenoble, PUG, 1986, p. 16.

[4] Dans le cadre de cet article, nous reprenons les grandes lignes de l'analyse développée en détails dans notre thèse de sociologie, soutenue en novembre 2000 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales dans le Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (C.A.D.I.S.). L'auteur remercie Gilles Favarel-Garrigues et les deux rapporteurs anonymes pour leurs remarques et suggestions.

[5] Gambetta D., *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 1993, pp. 118-126.

[6] Arlacchi P., *Buscetta. Mafia par l'un des siens*, Paris, Ed. du Félin, 1996.

[7] Source : <http://www.gks.ru>, « Russia in figures ».

[8] Cesoni M. L., Développement du Mezzogiorno et criminalités. La consolidation économique des réseaux camoristes, thèse de doctorat en sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1995, p. 41.

[9] Dolgova A., Diakov S. (dir.), Organizovannaïa prestoupnost (La criminalité organisée), Moscou, Iouriditcheskaïa literatoura, 1989, p. 109.

[10] Doubov I., Bolchaïa païka (La grande portion), Moscou, Vagrius, 1999, 719 p. L'auteur de ce livre, Iouli Doubov, est le P.D.G. du groupe LogoVAZ qui contrôle la majeure partie du marché des voitures en Russie et l'un des collaborateurs du célèbre homme d'affaires post-soviétique, Boris Berezovski. L'ouvrage est une sorte d'autobiographie. A titre de référence : la ration journalière de pain variait de 300 à 850 g. selon la catégorie de détenus.

[11] Le producteur du groupe Lesopoval, dont le répertoire est composé de chansons sur la vie carcérale, a été décoré par le Président de la Fédération de Russie en 1998 pour son « apport à la culture russe ».

[12] Pour la liste des personnes interrogées, voir l'annexe A.

[13] Voir l'annexe B.

[14] Les numéros des entretiens cités sont mentionnés entre parenthèses.

[15] Les entretiens ont été réalisés par une équipe de chercheurs (A. Oleïnik, E. Gvozdeva, A. Kachtourov et A. Patrouchev), dans le cadre d'un projet financé par l'Ufficio Italiano dei Cambi. Les résultats de la recherche sont discutés en détail dans leur article : « Mejdisciplinarny podkhod k analizou vyvoza kapitala iz Rossii » (Une approche interdisciplinaire pour l'analyse de la fuite des capitaux de la Russie vers l'étranger), Voprosy Ekonomiki, n° 2, 2000.

[16] Touraine A., Critique de la modernité, Paris, Fayard, 1992, p. 237.

[17] Quelle que soit sa modalité : isolement jour et nuit (système dit de Pennsylvanie), isolement de nuit et travail en commun de jour (système dit d'Auburn).

[18] Boltanski L., Thévenot L., De la justification. Les économies de la grandeur, Paris, Gallimard, 1991, p. 116.

[19] Hoggart R., La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre, Paris, Ed. de Minuit, 1970, p. 117.

[20] En utilisant la grammaire de la « cité par projets » décrite dans Boltanski L., Chiapello E., « Le nouvel esprit du capitalisme », Paris, Gallimard, 1999, 843 p.

[21] Girard R., « La violence et le sacré », Paris, Grasset, 1972, p. 15.

[22] Goffman E., « Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus », Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 171.

[23] Nous analysons ce problème en détails in : Oleïnik A., « Biznes po poniatiam : ob institoutsionalnoï modeli rossiiskovo kapitalizma » (Les affaires dans les règles : à propos du modèle institutionnel du capitalisme russe), Voprosy Ekonomiki, n° 3, 2001.

[24] Coleman J., « Foundations of Social Theory », Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1990, pp. 69-70.

[25] Ibid., p. 72.

[26] Sykes G., The Society of Captives. A Study of a Maximum Security Prison, Princeton, Princeton University Press, 1958, p. 48. La notion de Gebeitsverband a été élaborée par Max Weber dans The Theory of Social and Economic Organization, New York, The Free Press, 1964, p. 149.

[27] Brigham J., « The Other Countries of American Law », Droit et Société, 1997, Vol. 36/37, p. 365.

[28] Touraine A., Qu'est-ce que la démocratie ?, Paris, Fayard, 1994, p. 102.

[29] Goffman E., op. cit., p. 47.

[30] Sykes G., op. cit., p. 4.

[31] Shlapentokh V., Public and Private Life of the Soviet People. Changing Values in Post-Stalin Russia, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 10.

[32] Durand Y., La vie quotidienne des prisonniers de guerre dans les stalags, les oflags et les kommandos 1939-1945, Paris, Hachette, 1987, p. 147 ; Goffman E., op. cit., p. 104.

[33] Les personnes interrogées pouvant choisir plusieurs réponses, le total peut dépasser 100%.

[34] Hoggart R., op. cit., p. 119.

[35] Chalamov V., Sobranie sotchinenii v 4-kh tomakh (Œuvres complètes en quatre volumes), Moscou, Khoudojestvennaïa literatoura / Vagrius, 1998, Vol.1, p. 50.

[36] Wieviorka M. et al., Violence en France, Paris, Ed. du Seuil, 1999, p. 19.

[37] Anthony Giddens a eu raison de remarquer que les couloirs ont aidé à construire plusieurs éléments de la sphère privée (The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration, Cambridge, Polity Press, 1996, pp. 119-123). Dans un appartement de type khrouchtchevka, pour accéder à une chambre à coucher, il faut passer par une autre chambre.

[38] « Les individus ont le droit de garder une partie de leur vie close aux autres membres de la famille, voire à leur conjoint » (Shlapentokh V., op. cit., p. 182).

[39] Levada Y., Entre passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 94. Notons entre parenthèses que le deuxième type idéal, la charachka, est enraciné dans le mode d'organisation du travail sur le lieu de détention. On appelait charachka un groupe de chercheurs, d'ingénieurs, de constructeurs séparés de leurs familles et placés sous surveillance afin d'assurer la réalisation d'une tâche importante.

[40] Shlapentokh V., op. cit., p. 154.

[41] Ledeneva A., Russia's Economy of Favours. Blat, Networking, and Informal Exchange, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 1.

[42] Rose R., « Getting By Without Government : Everyday Life in a Stressful Society », Studies in Public Policy, n° 227, 1994, p. 10.

[43] Pour un aperçu des pratiques économiques illicites en Russie soviétique, à partir des années 1960, voir Favarel-Garrigues G., « La politique soviétique de lutte contre les infractions économiques à travers les archives du comité du Parti de la région de Sverdlovsk (1965-1982) », *Revue d'études comparatives Est – Ouest*, Vol. 28, n° 2, 1997.

[44] Stark D., Bruzst L., « Restructurer les réseaux dans le post-socialisme : la propriété inter-entreprises en Hongrie et en République tchèque », in R. Delorme (dir.), *A l'est, du nouveau. Changement institutionnel et transformations économiques*, Paris, l'Harmattan, 1996, p. 84.

[45] Dologopiatova T., Evseeva I., « Ekonomitcheskoe povedenie promychlennykh predpriatii v perekhodnoï ekonomike » [Le comportement économique des entreprises industrielles dans l'économie en transition], *Voprosy Ekonomiki*, n° 8, 1994, p. 44.

[46] Cette enquête, qui porte sur un échantillon de 1351 personnes dans 12 régions de la Fédération de Russie, a été réalisée en juin 1999 par l'équipe suivante de chercheurs : E. Gvozdeva, A. Khlopin, A. Oleïnik, S. Patrouchev.